



**Actes du colloque de lancement de
L'INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DES MONDES RURAUX**

Parlez-vous rural ?

Les mots qui façonnent l'identité rurale

En partenariat avec :

Hub des Territoires 
L'espace d'échanges et de développement
Banque des Territoires

Mots d'accueil



Olivier Sichel,
Directeur général par interim du groupe Caisse des dépôts

Quand nous avons créé la Banque des Territoires, nous avons voulu qu'elle soit plus qu'un outil de financement. Nous avons voulu lui donner un lieu, un visage, une voix : le **Hub des territoires**, un espace de dialogue, de co-construction, de rencontre. Ce lieu est connecté, symboliquement et concrètement, à tous les territoires de France. Il était peut-être paradoxal de l'implanter à Paris, mais la quasi-totalité de nos événements sont hybrides : c'est notre manière de garantir la participation de tous, partout.

« Il n'y a pas des citoyens des villes et des citoyens des champs : il y a des citoyens des territoires, et ils doivent tous avoir accès à la même connectivité, aux mêmes opportunités »

Ce principe d'égalité territoriale est au fondement de notre action. En 2018, lorsque la Banque des Territoires a été lancée, nous comptions 500 000 prises très haut débit en zone rurale. Aujourd'hui, elles sont plus de 12 millions. Nous avons investi plus de 3 milliards d'euros dans cette transition numérique, contribuant à résorber une fracture qui ne disait pas son nom.

La séance inaugurale de l'Institut des Hautes Études des Mondes ruraux est un moment important. Cet institut répond à un besoin fondamental : former, outiller, accompagner celles et ceux qui œuvrent au quotidien pour le développement de ces territoires. Ce ne sont pas seulement les élus, mais aussi les agents, les porteurs de projets, les forces vives locales.

À la Banque des Territoires, nous croyons profondément que la complexité du monde contemporain impose une montée en compétence constante. Juridique, financière, réglementaire : la formation est une condition de l'action efficace. C'est cette même exigence que nous retrouvons dans la mission de l'Institut.

Nous avons toujours été à l'avant-garde des montages innovants – délégations de service public, concessions, affermages – et toujours à l'écoute des spécificités locales. Le *Rural Consult*, que nous avons développé sous l'impulsion ministérielle, est un bon exemple : il permet aux petites communes rurales d'accéder à des réponses simples, rapides, sans avoir à mobiliser des cabinets coûteux.

Mais nous ne sommes pas satisfaits. Nous savons que nous pouvons – et que nous devons – faire davantage.

« Le monde rural est un territoire de ressources : ressources en eau, ressources agricoles, ressources foncières. Il est grand temps de le reconnaître comme tel »

C'est dans cet esprit que nous accueillons aujourd'hui cette initiative, avec fierté et enthousiasme. Vous pouvez compter sur notre soutien, en tant que partenaire de l'Institut, mais aussi comme acteur engagé du développement du monde rural. Ce monde rural qui, plus que jamais, est une clé pour l'avenir de notre pays.





**Dominique Faure,
Présidente de l'IHEMRu,
ancienne ministre chargée des Collectivités
territoriales et de la Ruralité**

C'est avec une grande fierté — mais aussi une immense joie — que nous ouvrons aujourd'hui cette rencontre qui officialise la naissance de l'Institut des Hautes Études des Mondes ruraux, et qui donne le coup d'envoi à un colloque que nous voulons riche de sens, de savoirs et de perspectives.

Pourquoi un tel institut ? Tout simplement parce qu'il était temps. Temps de créer un espace pour penser les ruralités, pour les étudier sérieusement, pour former celles et ceux qui demain auront à décider pour elles et avec elles. Temps aussi de faire dialoguer des chercheurs publics et privés, des acteurs de terrain, des élus, des praticiens, pour croiser les regards, produire des connaissances robustes — et surtout les partager.

« Les ruralités ne sont pas les vestiges du passé : elles sont des leviers d'avenir »

L'alimentation, les sols, l'eau, l'air, l'énergie, les matières premières : bien plus qu'on ne le croit, nos villes dépendent de nos campagnes. Et dans un monde confronté aux défis immenses de la transition énergétique, de la souveraineté alimentaire, de la préservation de la biodiversité ou encore de la lutte contre le changement climatique, nos territoires ruraux seront de plus en plus indispensables. Ce sont des lieux de vie, de production, d'innovation, de projet, à condition de mieux les comprendre, de mieux les connaître et de mieux les valoriser.

Cela implique de produire des données solides, de croiser les disciplines scientifiques, de documenter les dynamiques territoriales, leurs interactions, leurs fragilités comme leurs forces. Cela implique surtout de porter ces connaissances jusqu'aux décideurs publics. Agir en conscience, agir en connaissance : voilà ce que nous voulons permettre.

C'est dans cette ambition que s'inscrit l'Institut des Hautes Études des Mondes ruraux. C'est aussi pourquoi nous avons souhaité que sa première édition s'ouvre sur une réflexion collective consacrée aux mots de la ruralité, à ce que nous avons choisi d'appeler le "parler rural".

« Les mots comptent. Ils façonnent nos politiques, nos représentations, nos imaginaires »

Or, les mots de la ruralité sont souvent ambigus, flous, parfois condescendants, parfois réducteurs. Il fallait poser un regard scientifique — mais aussi sensible — sur ce vocabulaire : comprendre d'où viennent ces mots, ce qu'ils disent, ce qu'ils cachent, et comment ils influencent nos perceptions collectives.

Ce colloque est donc une invitation : une invitation à penser, à débattre, peut-être à nommer autrement. Une invitation à redonner aux mondes ruraux la dignité et la précision qu'ils méritent — dans le langage comme dans l'action publique.

Je remercie très chaleureusement toutes celles et ceux qui ont permis que cette journée existe, et je veux dire un mot de gratitude tout particulier au sénateur Patrice Joly, pour son engagement indéfectible au service des ruralités.

À vous toutes et tous ici présents, je souhaite des échanges curieux, féconds, ouverts.





**Françoise Gatel,
Ministre déléguée à la Ruralité**

Je suis profondément heureuse d'être parmi vous aujourd'hui pour cette journée consacrée aux mots de la ruralité, et plus encore à l'inauguration de l'Institut des Hautes Études des Mondes ruraux.

Oui, la ruralité mérite qu'on lui consacre un institut. Car la ruralité est une géographie, une culture, une histoire, une réalité trop souvent simplifiée, parfois déformée, et qui mérite aujourd'hui d'être regardée avec rigueur, mais aussi avec considération.

« *La ruralité n'est ni un grenier, ni un silo, ni une réserve d'Indiens : elle est un territoire de ressources et de projets* »

Nous avons besoin de vous, hommes et femmes de lettres, de pensée, de science, de terrain, pour changer le regard que la société porte sur ces territoires. Je l'ai vu de mes propres yeux : lorsqu'une personnalité comme Stéphane Bern se rend dans un village, les habitants se redressent, non par vanité, mais parce qu'ils se sentent reconnus. Et la reconnaissance, c'est le début de la dignité.

Trop longtemps, la ruralité a été connotée de manière péjorative. Je me souviens de ce mot que j'ai entendu enfant : « plouc ». Un mot qui disait tout le mépris social pour ceux qui n'étaient pas « montés » à la ville. Mais aujourd'hui, les lignes bougent. La crise sanitaire a révélé l'aspiration à l'espace, à un mode de vie différent, plus solidaire, plus enraciné.

Les chiffres sont là : 22 millions d'habitants, 88 % des communes françaises, plus de 30 % de l'industrie nationale. La France est le pays européen où l'industrie est la plus présente en milieu rural. Et pourtant, notre organisation territoriale a trop longtemps privilégié la ville, en pensant qu'elle seule nous permettrait de jouer dans la cour des grands à l'échelle mondiale.

Mais ce modèle est à bout de souffle. Il faut inventer un autre équilibre. La ville a besoin de la campagne, et la ruralité est prête à assumer sa part dans l'avenir du pays. Elle est le lieu de la souveraineté alimentaire, de l'accueil de nouvelles industries, de la reconquête écologique.

« En ruralité, on ne peut faire que du sur-mesure. Ce n'est pas un territoire de masse, c'est un territoire d'invention »

Les territoires ruraux inventent. Ils adaptent, expérimentent, réparent. Médi-bus, covoiturage, relocalisations industrielles, tiers-lieux, maisons de santé : partout, l'intelligence collective agit. Mais ces réponses sont locales, artisanales. Elles ne se dupliquent pas à l'identique : elles se co-construisent.

Enfin, je voudrais dire que les mots comptent. Les mots forgent notre imaginaire, influencent nos politiques. Dire la ruralité autrement, c'est commencer à la traiter autrement. Nous avons tous une responsabilité : intellectuelle, politique, culturelle. Et ce colloque y contribue pleinement.

La ruralité est aussi l'espace de la cohésion sociale. Celle qui a émergé sur les ronds-points, avec des visages que nous ne voyions plus, qui réclamaient juste qu'on les entende.

Merci à vous tous d'être les porte-voix de cette ruralité vive, inventive, et fondamentalement moderne.



Les mots d'hier et d'aujourd'hui : héritages et mutations



**Érik Orsenna,
Écrivain et académicien,
grand témoin de la rencontre**

Les mots : visage de la ruralité

Je suis très heureux d'être parmi vous aujourd'hui. De la même manière que j'ai ressenti un soulagement à la création de la Banque des territoires — car sans finance, l'action publique reste impuissante — je ressens une vraie joie à voir naître cet Institut des Hautes Études des Mondes ruraux. Enfin !

Nous avons trop longtemps regardé les territoires ruraux comme des marges, alors qu'ils sont au cœur de notre équilibre. Et moi, je suis venu à eux par les mots.

D'abord, les mots de la mer. Petit Parisien, j'ai découvert la précision du langage marin, où chaque élément, chaque vent, chaque manœuvre a son nom. Puis, au Conseil d'État, j'ai appris la densité du réel à travers le droit, où chaque mot engage : par ces histoires traitées — si concrètes, si absurdes parfois — j'ai compris que le mot est l'entrée dans le réel.

Ensuite, je suis arrivé à la ruralité par le paysage et le végétal, en présidant l'École du paysage. Là encore, précision, rigueur, vocabulaire. Car les mots font exister ce qu'ils nomment.

« Un mot qui disparaît, c'est une fenêtre qui se ferme. C'est un peu de nuit qui gagne »

Et c'est pourquoi, en préparant ce colloque, j'ai plongé dans le *Dictionnaire du monde rural* de Marcel Lachiver — un trésor. Les mots du monde rural sont des mots de savoir, de fierté. Fierté, au passage, vient du mot féroce : c'est dire la puissance qu'il contient.

Mais il y a une autre fierté, celle des langues régionales, que je défends depuis longtemps à l'Académie française. J'ai souvent été seul à le faire, et j'ai entendu dire qu'il valait mieux apprendre le chinois que le breton. Il ne s'agit pas de choisir, mais de comprendre que la diversité linguistique est une richesse. Dans *Le Télégramme de Brest*, on me reprochait même parfois mon « mauvais breton ». Tant mieux. Cela prouve qu'il est encore vivant.

Parler de ruralité, c'est aussi poser les vraies questions :

- Comment assurer l'avenir dans des territoires côtiers devenus inaccessibles aux jeunes, car accaparés par les retraités ?
- Comment relancer les centres-villes sans contredire cette politique par la multiplication des zones commerciales ?
- Comment redonner sens au mot commerce, qui ne veut pas seulement dire acheter ou vendre, mais bien relation ?

Et puis, il y a l'action. Par exemple, nous lançons avec le ministère de l'Éducation nationale un programme que je porte avec enthousiasme : chaque classe de CM2 adoptera 100 mètres de rivière à proximité de l'école, pour observer, raconter, mesurer. L'eau est une leçon de territoire. Du filet discret de la source jusqu'au delta, c'est une pédagogie de la diversité.

Enfin, il y a ce que j'appelle la fête de l'écrit. L'écrit ne doit pas être seulement le moment de l'évaluation. Il doit être une célébration, une expérience humaine. C'est pourquoi je m'associe aux *Concerts de Poche*, pour lire dans des hangars, des maisons de retraite, des lieux improbables. Et chaque fois, la musique et les mots trouvent leur chemin. Parce que la beauté, elle aussi, appartient à tous.

Alors, pardonnez-moi le désordre affectueux de ces propos. Il y a dans ma tête un fouillis enthousiaste — mais c'est parce que c'est ma vie même qui s'exprime ici.

« Je compte sur vous pour lui donner forme, et sur cet Institut pour faire entendre, transmettre et défendre ces mots si essentiels à nos territoires et à notre avenir »

Français francophone ?

Si un jour l'on gravait quelque chose sur ma tombe, ce serait un seul mot : prof.

Pourquoi ce mot ? Parce qu'il contient, dans notre belle langue française, une relation unique et active au savoir : le prof apprend pour apprendre à. Il apprend pour lui-même, et pour mieux transmettre. Voilà une double activité qui résume à elle seule une vie entière d'attention au monde et de désir de partage.

Alors, suis-je français ou francophone ? La réponse n'est pas si simple. Quand on regarde la définition actuelle de la nation, souvent réduite à des critères militaires, économiques ou monétaires, je doute. Mais ce que je sais avec certitude, c'est que quand j'écris un livre, je fais mon marché dans la francophonie. J'écoute ce qui s'y dit, ce qui s'y invente, ce qui s'y transforme. Et j'en tire ma langue.

« Quand je commence un livre, je fais mon marché dans la francophonie »

C'est pourquoi la fracture qui s'installe entre la France et l'Afrique est une catastrophe. Pas seulement pour eux, mais pour nous. Car nous nous éloignons d'un espace commun, d'un héritage partagé, d'un imaginaire vivant. Bon courage à ceux qui devront demain dialoguer avec des colonisateurs russes ou chinois : ils comprendront, peut-être trop tard, ce qu'ils ont perdu.

Être français ? Voilà un serpent de mer qui revient sans cesse. Mais si l'on veut vraiment répondre à cette question, il faut le faire en termes de savoir, de fiction, de faits, de rendez-vous partagés. C'est un débat qui ne se résout pas par des slogans, mais par un travail constant de langage.

Et dans ce travail, je me tiens à la disposition de celles et ceux qui s'y engagent, comme vous, Madame la Ministre. À l'Académie française, que je fréquente maintenant depuis longtemps, nous avons relancé des mots, parfois oubliés, parfois menacés. J'étais proche de Bernard Pivot, l'homme d'*Apostrophes* mais aussi des dictées. Ensemble, nous choisissons parfois un mot à remettre à l'honneur, à faire revivre, à diffuser à nouveau.

Alors pourquoi ne pas décider ensemble, aujourd'hui, que ce sera l'année d'un mot rural ? Ou mieux : que ce sera l'année de la nuance. Dans un monde de crispation et de polarisation, quel beau mot que celui-là.

« Un mot retrouvé, c'est une idée qui respire à nouveau »

La langue n'est pas figée. Elle vit, elle respire, elle s'adapte. Et c'est notre rôle de veiller sur elle, non comme des gardiens nostalgiques, mais comme des jardiniers : pour semer, pour greffer, pour transmettre.



**Elisabeth Ridel-Granger,
Ingénierre de recherche au CNRS, codirectrice
du Pôle rural de la Maison de la recherche en
sciences humaines de Caen**

Mots et mémoires rurales

Le mot rural apparaît dès la fin du XIV^e siècle : il désigne alors ceux qui « habitent la campagne ». Un siècle plus tard, il s'élargit à ceux qui « exercent une activité dans les campagnes ». Cette double définition — lieu de vie et lieu de travail — traverse plusieurs autres termes, à commencer par celui, emblématique, de paysan. Apparu au XI^e siècle, il signifie d'abord : celui qui habite le pays, l'autochtone. Très vite, il se spécialise pour ne désigner que celui qui cultive la terre.

Mais les mots bougent, comme les représentations qu'ils véhiculent. Sous l'Ancien Régime, paysan est un mot péjoratif, associé à la rusticité, au tiers-état. Dans les années 1950-60, on lui préfère cultivateur, ou plus technocratique encore, exploitant agricole. Aujourd'hui, ce sont les agriculteurs, ou les "agris", selon le vocabulaire courant des jeunes générations. Le mot paysan, pourtant, retrouve peu à peu une certaine noblesse, un usage militant ou identitaire.

Et puis, il y a les mots insultants. Le mot plouc, évoqué par Madame la Ministre, en dit long. Derrière l'anecdote amusante — ces Bretons arrivés à Paris, répondant venir de Plougastel ou de Plougonvelin — se cache l'histoire silencieuse de l'exode rural, du mépris social, de l'humiliation des provinciaux. D'autres termes sont plus crus encore : cul-terreux, casse-mottes, piquets. Ils témoignent d'un imaginaire longtemps dévalorisant.

« Les mots de la ruralité racontent autant l'histoire des campagnes que le regard que la société a porté sur elles »

Mais au-delà des termes, il y a le parler, ou plutôt les parlers. Car la ruralité, ce n'est pas une langue, c'est une myriade de parlers façonnés par les territoires, les paysages, les métiers. En montagne, on ne nomme pas la terre, le ciel ou les outils comme sur un plateau ou en bord de mer. Ce sont les activités — élevage, maraîchage, viticulture, forêt, chasse — qui forgent les vocabulaires.

Or, qui dit métier, dit langue de spécialité. Et quand ces métiers disparaissent, leurs mots s'éteignent avec eux.

Le rôle de la géographie est ici central : elle modèle les paysages, donc les gestes, donc les mots. Cette diversité se lit encore dans la toponymie, malheureusement menacée par une standardisation croissante : des lieux-dits effacés au profit d'« allée Victor-Hugo » ou de « rue des Lilas ».

La question des langues régionales est tout aussi cruciale. Jusqu'au XIX^e siècle, on ne parle pas réellement le français sur la majorité du territoire. Ce que nous appelons aujourd'hui « français » est une langue standardisée, policée, artificielle. Partout ailleurs, on parlait patois. Ce sont les lois Ferry et les instituteurs de la Troisième République qui ont mené la « chasse aux patois ». Paradoxalement, ce sont parfois ces mêmes instituteurs, passionnés, qui ont commencé à les documenter dans des dictionnaires, précieux témoignages d'un monde en disparition.

Aujourd'hui, très peu de gens parlent encore un patois pur. On observe plutôt un mélange instable de régionalismes, de mots oubliés, de fragments. Les locuteurs disparaissent, les pratiques aussi. Qui transmettrait encore la langue des maréchaux-ferrants, des vanniers, des faucheurs ? Les métiers s'en vont, les mots suivent.

Dès lors, une question fondamentale se pose : peut-on encore définir une identité rurale par la langue ? Peut-être faut-il inverser la logique. Ne plus demander quels sont les mots de la ruralité, mais interroger ce qu'il reste aujourd'hui d'une culture qui pouvait se dire, se transmettre, se partager.

Et pour cela, une chose est certaine : il faut documenter. Il faut enregistrer, inventorier, interroger. Il faut, littéralement, sauter sur les derniers patoisants pour préserver, à travers eux, un patrimoine vivant, avant qu'il ne s'efface à jamais.



**Jean-Yves Laurichesse,
Écrivain et professeur émérite de littérature
française moderne et contemporaine**

Écrire la ruralité : d'un imaginaire à l'autre

Il existe une longue tradition d'écriture de la ruralité dans la littérature française, qui remonte aux fabliaux médiévaux, et qui s'est particulièrement cristallisée dans ce qu'on a appelé le roman régionaliste ou de terroir, apparu à la fin du XIXe siècle. Il a connu son apogée entre les deux guerres, avec des figures comme Ernest Pérochon, prix Goncourt en 1920. Cette veine romanesque a cohabité avec l'œuvre d'auteurs de tout autre envergure, tel Jean Giono, dont la ruralité est traversée par la philosophie, la fable, la modernité.

Mais un tournant politique majeur survient avec la récupération de l'imaginaire rural par le régime de Vichy. Le pétainisme, en exaltant le paysan enraciné et la terre nourricière, jette un discrédit durable sur cette littérature. Ce soupçon perdure dans l'après-guerre, et la ruralité devient un thème mineur, voire suspect.

« La ruralité, après avoir été glorifiée par Vichy, est longtemps restée littérairement invisible »

C'est dans les années 1970 qu'un renversement s'opère. Le régionalisme devient porteur de revendications progressistes, écologistes, culturelles. Des récits témoignent de cette ruralité en transformation, souvent avec une tonalité mémorielle. Le Cheval d'orgueil de Pierre-Jakez Hélias, par exemple, inscrit l'enfance rurale dans une langue accessible et populaire, tandis que l'histoire rurale se renouvelle sous l'impulsion de Duby et Le Roy Ladurie.

Mais c'est véritablement à partir des années 1980 qu'un renouveau littéraire fort se fait jour, avec l'apparition d'une écriture rurale exigeante, innovante, profondément littéraire. L'un des jalons majeurs en est *Vies minuscules* de Pierre Michon (1984), œuvre fondatrice d'une nouvelle esthétique du rural. Michon, petit-fils de paysan, fils d'instituteur creusois, invente une langue puissante pour dire les vies sans gloire, les figures infimes. Il donne ainsi au monde paysan une dignité stylistique inédite.

« La ruralité n'est plus un décor ou un folklore : elle devient un territoire d'invention littéraire »

Avec Jean-Loup Trassard, Richard Millet, Pierre Bergounioux, c'est toute une génération d'écrivains du Massif central qui recompose le récit rural à partir de la langue, de la mémoire, du fragment. Marie-Hélène Lafon, leur héritière en quelque sorte, offre une perspective singulière : née à la ferme dans le Cantal, devenue professeure de lettres classiques, elle écrit depuis ce double ancrage — celui de l'enfance paysanne et celui de l'exigence littéraire.

Dans *L'Annonce*, Marie-Hélène Lafon évoque le célibat paysan — ce drame social et affectif étudié par Bourdieu — à travers la rencontre, via une petite annonce, entre un agriculteur du Cantal et une mère isolée du Nord. Elle interroge la persistance de la ruralité dans ses tensions intimes et ses ouvertures possibles.

Aujourd'hui, une nouvelle génération s'empare des enjeux contemporains : souffrance agricole, mal-être paysan, violence écologique. Des œuvres comme *Règne animal* de Jean-Baptiste Del Amo (sur l'élevage industriel porcin), *La Malchimiede* Gisèle Bienne (récit d'un frère paysan victime des pesticides), ou encore le témoignage de Florence Robert (*Bergère des collines*) donnent à lire une ruralité dure, désenchantée, mais résistante.

La mélancolie d'une civilisation finissante laisse place à des textes traversés par le combat, l'indignation, parfois l'utopie.

Le regard littéraire n'est plus uniquement tourné vers le passé, mais vers l'épaisseur du présent. Il devient un lieu de prise en charge des conflits sociaux et écologiques.

Reste un paradoxe : si cette littérature s'enracine dans un territoire réel, elle n'en est pas moins minoritaire dans le champ littéraire dominant. Elle avance à contre-courant, fidèle à une tradition qui n'en finit pas de se réinventer.



**Gérard-François Dumont,
Géographe, professeur à la Sorbonne et
président de la revue Population & Avenir**

L'exode : un mot qui n'est pas rural

Si l'objectif de ce colloque est de « mieux parler rural », alors il faut commencer par se débarrasser de certains mots — et, pour cela, j'emploierai volontairement une image forte : il faut acheter une Kalachnikov linguistique. Car certains termes doivent être non seulement bannis, mais détruits. Le plus nocif d'entre eux ? L'expression exode rural.

Pourquoi ? Pour deux raisons.

D'abord, parce que l'expression est incorrecte. L'exode, par définition, c'est la fuite contrainte pour assurer sa survie — comme pendant la Seconde Guerre mondiale ou dans certains conflits contemporains. Or, ceux qui ont quitté les campagnes françaises ne fuyaient pas la guerre ou la famine. Ils partaient pour de multiples raisons : recherche d'emplois inexistantes localement, manque de formations supérieures en milieu rural, absence d'opportunités correspondant à leurs aspirations. Le terme est donc faux.

Ensuite, parce qu'il ne décrit pas fidèlement la réalité historique. Les migrations rurales ont été très inégales selon les territoires. Dans certains départements — comme la Vendée ou la Mayenne — elles ont été faibles, voire inexistantes, là où des activités industrielles ou artisanales ont su prendre le relais d'une agriculture en mutation.

« Parler encore d'exode rural aujourd'hui, c'est alimenter une fiction dépassée, scientifiquement fausse et politiquement néfaste »

Le mot continue pourtant d'être utilisé, comme si le phénomène était encore d'actualité. C'est faux : aujourd'hui, les grandes métropoles françaises connaissent un solde migratoire négatif. L'Île-de-France, par exemple, perd 50 000 habitants par an au profit d'autres régions — y compris rurales.

Dans certains territoires naguère désertés, le solde est redevenu positif, et il concerne non seulement des retraités, mais aussi des jeunes actifs. Il y a donc, dans ces espaces, une dynamique de régénération territoriale.

Mais pour penser justement la ruralité, encore faut-il disposer de bonnes catégories statistiques. Or, depuis plusieurs décennies, les outils de zonage de l'INSEE reposent sur une vision urbano-centrée du territoire, incapable de saisir les dynamiques propres aux espaces ruraux. Ainsi, la France serait-elle en passe de devenir un territoire exclusivement urbain ? C'est une illusion construite par les zonages : ZAU, aires urbaines, zones d'attraction des villes...

Pire encore : au début des années 2010, l'INSEE a supprimé le mot rural de ses zonages. Aucun territoire n'était plus officiellement rural. On parlait désormais de « communes isolées en dehors des pôles ». Imaginez un maire faire imprimer ça sur sa carte de visite...

Heureusement, l'Agenda rural, porté notamment par Patrice Joly, a permis de rectifier partiellement la situation, en forçant l'INSEE à intégrer une grille de densité Eurostat, qui reconnaît enfin l'existence de 22 millions de ruraux en France. Mais les contradictions persistent : ainsi, un territoire où seuls 15 % des actifs vont travailler en ville peut être classé comme urbain.

« La ruralité n'a pas disparu : c'est le regard institutionnel qui s'est brouillé »

C'est pourquoi le module de formation que je vais porter dans le cadre de la première session nationale de l'IHEMRu vise à décrypter ces catégories, à questionner les représentations, à rétablir une lecture fine et réaliste des dynamiques territoriales.

Il s'agit non seulement de déconstruire les mots qui masquent la complexité du réel, mais aussi de montrer — concrètement — comment certains territoires ruraux ont su innover, se transformer et créer du dynamisme.

Car oui, la créativité rurale existe. Elle mérite d'être nommée, étudiée, valorisée — dans les bons termes.



**Laurent Rieutort,
Géographe, professeur des universités et
directeur de l'Institut d'Auvergne du
développement des territoires (IADT)**

La ruralité en quatre mots

Les mots comptent. Et lorsqu'on parle de ruralité, encore faut-il s'accorder sur ce que l'on entend par là.

**« Pour que les mots soient clairs et précis,
faut-il encore que nous nous accordions
sur la définition de la ruralité »**

J'étais venu avec quatre mots en tête, ou plutôt quatre lettres : P.R.É.S. Une manière simple, mais symboliquement forte, de résumer les grands enjeux – et peut-être les promesses – des ruralités d'aujourd'hui.

Le P, d'abord, comme proximité. Ce terme renvoie à un imaginaire fort attaché aux territoires ruraux : proximité avec les élus, avec les habitants, mais aussi avec l'environnement. Il désigne ce lien direct, sensible, presque physique, entre les personnes et les lieux, qui fonde une certaine éthique de la relation sociale et territoriale.

Le R, ensuite, pour ressources. Les ruralités regorgent de ressources naturelles, patrimoniales, humaines. Longtemps négligées au profit d'une dynamique de métropolisation, elles réapparaissent aujourd'hui comme des leviers d'avenir. Il s'agit désormais d'en faire des biens communs, à gérer collectivement, notamment pour faire face aux défis environnementaux.

Le E est celui de l'expérimentation. Les territoires ruraux sont des laboratoires d'initiatives, d'innovations sociales et économiques. Encore faut-il leur en donner les moyens juridiques, politiques et humains. L'Institut des Hautes Études des Mondes ruraux peut ici jouer un rôle structurant, en renforçant les capacités d'agir localement.

Enfin, le S hésite entre sobriété et soin. Je retiendrais ce dernier mot : « Prendre soin de la population, de l'environnement, des liens sociaux », c'est bien là une exigence éthique et politique majeure. Une autre manière de parler de services, de santé, de solidarités concrètes, loin des slogans et des désillusions.

Ces quatre lettres, P.R.É.S., pourraient ainsi former le fil rouge d'un nouveau récit rural, en contrepoint du discours dominant fondé sur la compétitivité, l'attractivité ou l'excellence métropolitaine. Un récit fondé non sur les manques, mais sur les forces. Non sur les déserts, mais sur les initiatives. Un récit à écrire ensemble.

Les mots de la ruralité dans les politiques et les représentations médiatiques



Paul Rondin,
Directeur de la Cité internationale de la langue française

La langue comme outil de réconciliation

Installer un établissement national dédié à la langue française dans un territoire rural, à Villers-Cotterêts, est un geste remarquable.

C'est un symbole fort, et une intelligence politique réelle. Cela dit à la fois l'universalité et la diversité de la langue française. Cela dit aussi que la langue ne vit pas dans les centres, mais partout où l'on parle, où l'on écrit, où l'on invente.

« La langue française ne vit pas dans sa pureté, mais dans son augmentation »

Dans ce lieu, nous n'érigéons pas un conservatoire figé. La Cité internationale de la langue française n'est pas un musée. Elle est une fête foraine des mots. Elle montre comment la langue française est plus d'une langue, comme disait Derrida. Une langue nourrie de créoles, de langues régionales, de langues immigrées. Une langue vivante, traversée de métissages, de plaisirs, de détournements.

Et dans un territoire comme Villers-Cotterêts — où l'on a longtemps manqué de lieux culturels — ce que nous observons, c'est un mouvement de réconciliation linguistique. Non pas une soumission à une norme, mais une autorisation à venir « comme on est », avec ses fautes, son parler, ses musiques, ses références. On dit aux enfants du coin : venez avec vos mots, vos raps, vos langues familiales. Et puis, en chemin, on rencontrera La Fontaine, Dumas ou Claudel.

« Par la langue, on peut tout faire. Même réparer une blessure culturelle »

Et cela marche. Les enfants repartent avec le sourire, les adultes aussi. Parce qu'ils découvrent que la langue leur appartient. Qu'elle est un droit, un outil, une joie. Parce que la langue, ce n'est pas qu'un vecteur administratif ou scolaire : c'est une manière de penser, d'aimer, de rire. Et ça, la ruralité le sait.

Alors oui, les mots de la ruralité sont multiples. Ce sont des mots hérités, des mots oubliés, des mots réinventés. Ce sont aussi des silences que la langue doit venir combler. Et pour cela, il ne faut pas plaquer un « bon français » venu d'en haut. Il faut partir de la langue vivante, celle qui est parlée, chantée, détournée, bricolée.

Nous sommes encore jeunes — la Cité a ouvert depuis seulement 18 mois. Mais déjà, une chose est sûre : la langue est le meilleur outil de réconciliation culturelle. Elle est un espace d'égalité. Et dans un monde où les fractures sont profondes, notamment entre les centres et les marges, c'est une promesse politique forte.

Et enfin, une intuition : si la langue française veut continuer à vivre pleinement, ce n'est pas en devenant hégémonique, rigide ou académique. C'est en se plaçant du côté des diversités, en étant une langue solidaire de toutes les langues minoritaires. C'est ainsi qu'elle retrouvera sa vitalité, et qu'elle contribuera, très concrètement, à retisser du lien — ici, à Villers-Cotterêts, comme ailleurs.



**Jean-Baptiste Marie,
Directeur général d'Europe des projets
architecturaux et urbains**

La ruralité pour elle-même

Je voudrais vous proposer ici quelques éléments issus des réflexions récentes du Conseil scientifique de France Ruralités, constitué de dix-neuf chercheurs de disciplines diverses. Ce travail collectif s'attache à identifier les transformations profondes à l'œuvre dans les territoires ruraux, à réinterroger leurs représentations, et à éclairer les conditions de production de politiques publiques mieux ajustées à leurs réalités.

« Les représentations de la ruralité sont traversées par une tension permanente entre déclin supposé et désir de renouveau »

Les représentations de la ruralité sont toujours ancrées dans une histoire, une géographie, une culture, mais aussi, et c'est essentiel de le rappeler, dans l'actualité. Les grandes secousses récentes – la crise des mobilités révélée par le mouvement des Gilets jaunes, la mobilisation agricole contre les accords de libre-échange, ou encore l'épisode pandémique de la COVID-19 – ont ravivé des imaginaires puissants, marqués par la colère, le sentiment de relégation, mais aussi par un besoin de nature, de proximité, de lien.

Ces représentations ne sont pas spécifiquement françaises. Des phénomènes comparables s'observent à l'échelle internationale : décrochages de territoires entiers aux États-Unis ou en Europe centrale, montée de l'idée de « périphérie abandonnée ». En France, ces mutations s'expriment notamment à travers la déprise agricole (8 % du sol agricole perdu entre 1982 et 2018), la montée du périurbain (30 % des Français y résident), ou encore la désindustrialisation relative – souvent surestimée – puisque 31 % de l'industrie française se situe en ruralité.

À ces constats s'ajoute un paradoxe fort : les ruralités sont souvent associées à une image de crise, alors même qu'on observe aussi un regain d'intérêt, en particulier depuis la pandémie. Le paysage redevient un attrait, la vie hors des grandes agglomérations suscite un engouement. Cette tension appelle une vigilance conceptuelle et politique. Elle suppose de reconnaître enfin les ruralités comme des territoires à part entière, et non comme des résidus d'urbanité.

« Il faut sortir d'une vision floue de la ruralité et admettre qu'elle mérite d'être pensée pour elle-même, dans sa diversité »

C'est tout l'enjeu du travail de représentation : faire apparaître la complexité, la pluralité, l'histoire propre des territoires. Cela implique d'en finir avec la logique binaire qui oppose ville et campagne, modernité et archaïsme. Cela implique aussi de sortir du piège des catégories hybrides comme « périurbain » ou « rural périurbain », qui continuent de définir les espaces à partir de leur proximité aux métropoles, et non à partir de leurs dynamiques propres.

Les ruralités ne se résument plus à leur fonction agricole, bien que celle-ci demeure structurante. Les usages se diversifient : tertiarisation, tourisme, économie résidentielle, relocalisations industrielles. Pourtant, les politiques d'aménagement du territoire continuent souvent de penser la campagne en négatif de la ville, en prolongeant un imaginaire daté. La ville demeure la référence centrale, autour de laquelle se déclinent toutes les autres catégories : urbain, semi-urbain, périurbain, et ainsi de suite. Les mots eux-mêmes entretiennent un effacement des campagnes.

Cela a des conséquences sur la manière dont les territoires sont traités par les politiques publiques : les zonages statistiques privilégient les métropoles, l'approche du ruissellement prévaut encore, et la logique des grands pôles invisibilise les ruralités intermédiaires, périphériques ou peu denses. Dans ce contexte, deux visions contradictoires émergent : une ruralité esthétisée, vue comme un refuge paisible, et une ruralité reléguée, pensée comme une survivance, une marge, voire une charge.

C'est l'un des enseignements forts du Conseil scientifique : la ruralité ne se laisse pas réduire à une opposition entre nature et relégation. Elle est traversée par des récits concurrents – romantiques ou miséralistes – mais elle est aussi un objet politique. Le changement de paradigme auquel nous assistons consiste à considérer la ruralité comme sujet, non comme symptôme. Elle doit être abordée pour elle-même, dans son hétérogénéité, et non au prisme unique de l'urbain.

Cela suppose un renouvellement profond des politiques publiques. Il n'y a pas une politique pour les ruralités, mais une pluralité de politiques à inventer. Cela suppose de dépasser les logiques en silo, de partir des territoires eux-mêmes, de prendre au sérieux l'idée d'actions publiques apprenantes, capables de s'ajuster à la diversité locale.

Ce que l'on observe, dans plusieurs initiatives portées par l'État, c'est une capacité nouvelle à dialoguer avec les territoires, à intégrer leur expertise, leur temporalité, leur spécificité.

L'exemple de programmes expérimentaux comme la *Caravane des ruralités*, ou des travaux conduits dans le cadre de France Ruralités ou du programme Popsu, en témoignent : des modalités de coopération émergent entre chercheurs, élus, agents de terrain, et citoyens. C'est là un renversement dans la manière même de faire politique, et une opportunité démocratique majeure.

Enfin, et pour rester concret : les ruralités ne sont pas incompatibles avec la production.

Qu'il s'agisse d'innovation pharmaceutique dans le Livradois-Forez, de dynamisme résidentiel dans les zones transfrontalières, de tourisme patrimonial dans la Manche, ou de viticulture menacée dans le Cognacais, chaque territoire combine contraintes et ressources. Il s'agit d'en comprendre la spécialisation, de la documenter, de l'accompagner.

« La ruralité n'est pas un monde homogène. Elle est une mosaïque de potentiels »





**Agathe Beaudouin,
Journaliste au *Monde* et lauréate du prix spécial
“presse quotidienne nationale” du *Prix médias
et ruralités***

Dire la ruralité : sans fard, sans filtre

Je crois que le rôle du journaliste, avant tout, c'est de raconter des histoires. Et actuellement, dans notre milieu, raconter la ruralité, c'est devenu une mode. C'est le sujet tendance. Il y a quelques années, on parlait surtout des cités. Aujourd'hui, on se tourne vers les campagnes, les paysans, les petites communes. Je pense que cela remonte au mouvement des Gilets jaunes, puis à la crise agricole, et bien sûr au Covid, qui a repositionné la ruralité dans le regard public. Depuis, les médias – presse écrite, radio, télé – sont devenus très friands de ces sujets.

Mes collègues au *Monde*, par exemple, me demandent souvent : « Raconte-nous ce que tu vois sur le terrain ». Parce que je suis sur place, dans les Cévennes, dans les plaines autour de Beaucaire, en prise directe avec ce quotidien. Et depuis quelque temps, on raconte beaucoup ce que j'appelle la « ruralité joyeuse ».

L'exemple de la station-service de la Salle est emblématique : les habitants se sont mobilisés pour éviter la fermeture, ont monté une coopérative, et ont ainsi préservé un service vital pour les habitants et les agriculteurs. C'est une belle histoire, et il y en a beaucoup.

« Les tiers-lieux se développent, des projets collectifs émergent, il y a une énergie incroyable »

Mais sur le terrain, je vois aussi autre chose : des obstacles, des fragilités, des villages devenus des hameaux, sans école, sans boulangerie, sans boucherie, des maisons anciennes, inconfortables, habitées par des gens qui doivent être bricoleurs pour s'en sortir. Une vie rendue plus rude par l'isolement, par la difficulté à se soigner, à se déplacer, à accéder aux services ; et non, il n'y a pas « presque plus » de zones blanches. En Cévennes comme en Ardèche, je peux vous dire que l'absence de réseau reste une réalité quotidienne.

Ce que je perçois aussi, c'est un profond sentiment d'invisibilité. Pas seulement chez les agriculteurs, mais aussi chez les habitants. Quand une école menace de fermer, on m'appelle : « Venez faire un petit reportage. » Il y a ce besoin d'être vu, entendu. Les gens ont le sentiment qu'on ne les comprend pas. Ils aiment vivre dans ces campagnes – les Cévennes sont magnifiques, majestueuses –, mais ils savent aussi que c'est compliqué. Une mère de famille m'a raconté qu'elle commande tous les vêtements de ses enfants par Internet. Faire une heure trente de route pour s'habiller, ce n'est pas possible pour elle.

Et puis il y a la disparition des agriculteurs. Des terres qui ne se transmettent plus. Des paysages alimentaires qui changent, la forêt qui gagne. Cela interroge : que va devenir la ruralité si elle ne produit plus ? On parle des néoruraux qui réouvrent des cafés, montent des projets culturels. C'est formidable. Mais cela ne suffit pas. Il faut aussi parler de la disparition des métiers, du tissu agricole, de cette transformation silencieuse.

Enfin, il faut dire une chose : ces territoires ne sont pas épargnés par les phénomènes qui traversent la société. Le trafic de drogue s'y installe. Et, on le voit, l'électorat rural glisse de plus en plus vers l'extrême droite. Ce n'est pas un hasard. Cela dit quelque chose de la colère, de l'abandon ressenti.

Je crois beaucoup à la capacité des habitants à inventer de nouvelles manières de vivre ensemble. C'est ce que je documente, avec d'autres, comme Camille Bordenet qui fait un travail remarquable. Raconter, oui. Mais sans idéaliser. Dire la complexité, dire les fragilités. Montrer qu'il y a une ruralité joyeuse, mais qu'elle coexiste avec une ruralité en lutte. Et c'est cette tension-là qui mérite d'être racontée.

L'âpreté, parfois, est la meilleure preuve de fidélité à ceux dont on parle. Raconter la ruralité aujourd'hui, c'est naviguer entre ces deux pôles : documenter les obstacles, sans oublier les solutions.



**Émilie Zapalski,
Éditorialiste et spécialiste de la communication**

Faire entendre la ruralité

Étant née dans une commune rurale et vivant aujourd'hui à Paris, j'observe avec un peu de recul la manière dont les territoires ruraux apparaissent – ou plutôt n'apparaissent pas – dans les grands médias, et la difficulté qu'ils ont à faire entendre leur voix.

Dans les médias nationaux, la sous-représentation du monde rural est une réalité. Ce n'est pas une découverte. Cela tient à plusieurs choses. D'abord au fait que la majorité des journalistes sont eux-mêmes issus des métropoles. Ils partagent les mots, les codes, les préoccupations de ces espaces urbains. Et il y a sans doute aussi un manque de curiosité. Certains journalistes vont sur le terrain, bien sûr. Mais beaucoup restent à distance. Et cela alimente des visions caricaturales. Soit on parle des « ploucs », des « bouseux », parfois même des « beaufs » – je reprends ici des termes qu'on entend encore. Soit, à l'inverse, on évoque une campagne bucolique, joyeuse, presque de carte postale.

« Il y a très peu d'espace pour une représentation nuancée, complexe »

Et puis, surtout, on ne parle des territoires ruraux que lorsqu'il y a une crise. Crise agricole, crise industrielle, crise des gilets jaunes... Là, soudain, on cherche un « représentant » du monde rural à inviter sur les plateaux. Mais dès que l'actualité se déplace, on l'oublie. Il n'y a pas de place pour les récits du quotidien. Pas de place pour une parole suivie, pérenne. Cette absence est d'autant plus injuste que beaucoup de choses se passent sur ces territoires. De l'innovation, des mobilisations, des projets.

La crise des gilets jaunes a été un moment révélateur. J'étais sur les plateaux à ce moment-là. J'ai été frappée par le mépris de certains discours. Une masse informe, difficile à cerner, parfois caricaturée. Bien sûr, il y avait des excès. Mais il y avait surtout une masse de citoyens qui demandaient simplement à être considérés. À être regardés. À être pris en compte. Petit à petit, ces réalités ont été un peu mieux comprises : l'absence de transport, la difficulté d'accès à l'emploi, aux crèches, aux services...

C'est devenu audible. Et la crise du Covid a prolongé ce mouvement. On a redécouvert qu'on pouvait vivre ailleurs qu'en ville. Que le télétravail était possible. Que ces territoires avaient aussi des ressources. Que l'on pouvait y innover, y créer, y entreprendre.

Mais en parallèle, ces territoires ont du mal à communiquer. Et parfois, ils alimentent eux-mêmes les clichés. Beaucoup d'initiatives locales ne parviennent pas à trouver un écho national, simplement parce que leurs porteurs ne savent pas comment les raconter. Ils ne trouvent pas le bon ton, le bon angle, le bon vocabulaire. Ils ne sont pas toujours habitués à l'exercice médiatique. Il leur faudrait presque du coaching. Face à eux, les représentants urbains sont plus rodés, plus à l'aise. C'est une question d'habitude, de formation, d'exposition.

Heureusement, il y a aujourd'hui des opportunités. Je pense notamment aux réseaux sociaux. Ils sont parfois décriés, mais ils offrent une chance réelle à ces territoires. De plus en plus de maires, dans des communes très isolées, s'en emparent. Je pense à l'un d'eux, qui filme son quotidien avec son téléphone. Cela crée une forme de lien, d'intérêt, de communauté. Et ça fonctionne. Il y a là un levier important pour faire entendre une parole rurale.

Mais cela suppose aussi une communication structurée. Une capacité à formuler des messages clairs, partagés, adaptés aux enjeux nationaux. C'est pourquoi les initiatives comme celles de l'Institut me semblent fondamentales. Elles permettent d'analyser, de transmettre, de porter une parole à l'échelle nationale. De faire entendre ce que vivent réellement ces territoires. Et de former aussi, celles et ceux qui veulent le faire.

Moi, ce qui me fait parler aujourd'hui, c'est presque un sentiment d'injustice. Je ne comprends pas comment on peut continuer à ignorer près de 30 % de la population française. Des territoires entiers, riches d'histoires, de ressources, d'initiatives.

Il est temps que cette France-là soit entendue. Pour ce qu'elle est. Et pour ce qu'elle peut devenir.

Réactions



**Romain Lajarge,
professeur à l'École
nationale
d'architecture de
Grenoble**

Ce que je retiens de nos échanges, c'est la récurrence de certains mots : fierté, reconnaissance, considération. Ces termes reviennent avec force, porteurs d'un besoin collectif exprimé à travers des registres multiples. Ils disent quelque chose d'une attente : celle d'être entendu, visible, légitime.

Dans ce cadre, il me semble essentiel de revenir sur un débat fondateur de l'Institut des Hautes Études des Mondes ruraux. À l'origine, il était question de « monde rural » au singulier. Nous avons plaidé pour le pluriel. Le singulier enferme, il homogénéise. Le pluriel ouvre : il reconnaît les particularismes, les singularités, les dynamiques propres à chaque territoire. Et c'est là que réside la véritable richesse des ruralités.

Cette diversité porte en elle une capacité d'innovation politique. La grande chance des ruralités, au pluriel, c'est d'inventer une pléthore de solutions, des réponses contextuelles, ancrées, qui ne prétendent

pas à l'universalité, mais qui pourraient, par ricochet, inspirer l'urbain lui-même. La grande chance des ruralités, au pluriel, c'est d'inventer une pléthore de solutions, des réponses contextuelles, ancrées, qui ne prétendent pas à l'universalité, mais qui pourraient, par ricochet, inspirer l'urbain lui-même.

Ce que les ruralités expérimentent à petite échelle, l'État central, souvent dépassé par la complexité des crises, peine à le concevoir.

Dans cette perspective, il me semble qu'un mot manque encore à notre vocabulaire : fédérer. Et avec lui, le fédéralisme. Ce que nous dessinons, c'est peut-être un fédéralisme territorial qui referait confiance aux maires, à la déconcentration, à l'intelligence locale. Il s'agirait d'un mode d'organisation qui reconnaît la valeur des initiatives distribuées, des expérimentations de terrain, des acteurs publics et associatifs qui font vivre les territoires au quotidien.

Ce mouvement n'est pas simplement institutionnel. Il vise aussi à réactiver une « inventivité habitante », infinie, mais encore trop peu mobilisée dans nos pensées du futur. Fédérer, c'est relier sans uniformiser, c'est éviter les ruptures violentes et les récits réducteurs. C'est surtout, à travers le choix du pluriel, écarter le risque de replis réactionnaires, dont l'histoire nous rappelle les dérives. Pensons-y : ce que nous faisons ici, à travers les mots, c'est déjà construire du commun.



**Cécile Gallien,
maire de Vorey
vice-présidente de
l'IHEMRu**

Je suis maire depuis 2008 d'un bourg-centre en Haute-Loire, et ce que je voudrais rappeler d'abord, c'est une conviction forte : le développement durable des ruralités repose avant tout sur une volonté politique. Rien ne tient sans cela. Si certains trains traversent encore aujourd'hui notre pays, c'est parce qu'un choix politique a permis leur maintien. Ce n'est jamais dû au hasard.

La ruralité, ce n'est pas uniquement l'agriculture. Ce sont aussi des commerçants, des cordonniers, des start-up, des industriels. À travers l'Agenda rural, nous avons auditionné plus de 180 structures, et ce qui ressort, c'est la vitalité d'un tissu humain riche, complexe, qui produit, qui innove, qui s'ouvre.

Nous avons alors parlé de capital social. Qu'est-ce que c'est ? Ce sont des femmes et des hommes qui vivent sur un territoire, mais qui s'ouvrent, qui sont connectés, qui ont des réseaux. Ce capital, il ne tombe pas du ciel : il se construit, il s'entretient, il se partage. L'ouverture au monde, c'est ce qui a permis à des industriels du textile de devenir des pionniers de la plasturgie, puis de s'engager dans l'innovation écologique. Voilà l'exemple même d'une ruralité en mouvement.

Être maire aujourd'hui, c'est faire de l'hybridation. Il faut composer entre les attentes parfois divergentes des habitants de toujours et des néo-ruraux. Entre ceux qui veulent la tranquillité et ceux qui veulent entreprendre. C'est ce travail de conciliation, de lien, de bien commun que nous devons porter au quotidien. « Notre job de maire, c'est d'hybrider », de faire tenir ensemble des histoires, des attentes, des formes de vie différentes.

Et pour les décideurs – publics comme privés –, le rôle est clair : considérer les territoires ruraux non comme des périphéries, mais comme des espaces de richesse, de création, de solutions. Les mettre en réseau, les soutenir, les comprendre, c'est servir l'intérêt général. J'ose le mot : celui de la nation.

Oui, la France est diversité, richesse et ouverture. Et c'est bien cela que racontent nos ruralités, quand on leur laisse le soin d'exister pleinement.



**Claude Grivel,
président de
l'UNADEL**

Après cette matinée dense, je voudrais simplement souligner quelques points que nous avons, me semble-t-il, encore trop peu abordés – et qui sont pourtant essentiels à la compréhension et à l'avenir des ruralités.

D'abord, sur l'agriculture. Il faut dire très clairement qu'il y a de moins en moins d'agriculteurs dans les territoires ruraux. Ce constat, encore trop souvent éludé, doit être intégré pleinement à notre réflexion.

L'agriculture se transforme, les exploitations se regroupent, les logiques industrielles s'imposent. Il ne s'agit pas de déplorer un état de fait, mais d'accompagner lucidement cette mutation, dans toutes ses dimensions sociales, économiques, écologiques.

Ensuite, viennent deux défis majeurs que nous devons impérativement articuler : le défi climatique et le défi démographique.

Je vis dans le Grand Est, et j'y observe chaque jour une décroissance démographique rapide et marquée, en particulier dans certains territoires ruraux. Les populations vieillissent, les jeunes s'éloignent. Et face à cela, les acteurs des ruralités, habitués à agir pour ne pas subir, doivent être pleinement soutenus.

Or, aujourd'hui, les politiques publiques, à tous les niveaux, ne sont pas toujours au rendez-vous.

Je tiens à souligner l'importance du travail mené dans les Vosges dans le cadre du « laboratoire de la ruralité », initié notamment grâce à Dominique Faure. Nous y avons interrogé une cinquantaine d'acteurs, dont de nombreux jeunes. Et ce que nous avons entendu est frappant : il existe un fossé entre les discours institutionnels et les aspirations de la jeunesse rurale. Ce décalage doit nous alerter. Il appelle à une écoute réelle et à une action ajustée.

Enfin, un mot sur un enjeu peu abordé ici : le surtourisme. Dans la montagne vosgienne, il est bien réel, avec son lot de tensions : pression sur l'urbanisme, consommation d'eau, densité, déséquilibres environnementaux. Cela nous renvoie à une autre urgence : celle de la sobriété, encore trop absente de nos pratiques et de nos politiques. Ce chantier est devant nous, et nous devons l'affronter collectivement, avec lucidité et volonté.

Les ruralités ne sont pas figées : elles évoluent, parfois violemment. A nous de les accompagner avec courage, avec ambition, et en prise avec le réel.



Conclusion et perspectives



**Patrice Joly,
Président du conseil scientifique de l'IHEMRu,
Sénateur de la Nièvre**

Je ne vais pas revenir sur le détail de nos échanges – cela a été brillamment fait avant moi. Je souhaite simplement clore cette journée par une illustration concrète, issue de mon propre territoire, qui éclaire à sa manière plusieurs des enjeux que nous avons soulevés ensemble.

Dans un village de mon canton vit sans doute l'un des derniers sabotiers de France. Chaque année, il a droit à un reportage sur une grande chaîne nationale – parfois même deux, voire trois. Il s'y prête volontiers, mais à chaque fois, je ressens un certain agacement. Car si cette activité est mise en lumière, c'est souvent au prisme d'une nostalgie un peu convenue. Or, derrière l'image pittoresque, il y a une histoire bien plus contemporaine et porteuse.

Cet artisan, à partir de son savoir-faire traditionnel, a développé une activité innovante autour du bois local, du sapin de Noël et de la construction. Il a créé de l'emploi, valorisé des ressources, bâti un modèle économique durable. Ce que l'on ne montre pas, c'est cela : la capacité d'un territoire à se réinventer, « à partir d'un savoir-faire, d'une envie, d'une envie d'avancer ».

Cette dynamique trouve sa source dans une anecdote fondatrice. Il y a plus de soixante ans, les Galeries Lafayette ont proposé au père du sabotier – lui-même artisan et maire du village – de représenter la France à Tokyo. Son fils, alors âgé de 20 ans, s'y est rendu. Ce voyage fut une révélation. Il y découvrit un autre monde, un autre confort, et surtout, le goût des autres. Cette rencontre a élargi son horizon et semé en lui une graine qui allait nourrir toute une trajectoire entrepreneuriale. Voilà pourquoi nous devons imaginer des actions qui percutent le réel, qui éveillent, qui donnent l'élan. « Ce goût des autres lui a ouvert le monde ».

Mais pour cela, encore faut-il dépasser les représentations qui enferment. Nous le savons, et vous l'avez dit tout au long de cette journée : il faut en finir avec la ruralité caricaturée, fantasmée, ou idéalisée. Nous devons déconstruire la hiérarchie implicite des territoires qui place le rural tout en bas – rustique, rustre – et le Parisien tout en haut, symbole d'élite. Bien sûr, c'est une caricature. Mais elle interroge. Car elle dit quelque chose d'un rapport de domination culturelle et sociale.

« *La pensée métropolitaine impose sa prééminence sur les représentations et les valeurs associées aux territoires ruraux* »

Ce combat culturel est aussi un combat politique. Il s'agit de reconstruire un récit national dans lequel les territoires ruraux retrouvent toute leur place, leur dignité et leur potentiel. L'enjeu est immense. Il nous oblige à dépasser les clivages binaires entre ville et campagne, à faire comprendre que nos territoires sont des lieux d'innovation, de résilience, de solutions face aux défis contemporains – alimentation, énergie, souveraineté industrielle.

C'est tout le sens de la création de l'Institut des Hautes Études des Mondes ruraux : un lieu de formation, de rencontre, de réflexion, pour celles et ceux – élus, hauts fonctionnaires, cadres du privé ou du monde associatif – qui auront demain des responsabilités et devront intégrer pleinement la dimension rurale dans leurs décisions. C'est aussi un espace de valorisation de la recherche, de diffusion de la connaissance.

Enfin, pour avancer, il faut savoir rêver. Un poète qui fut mon conseiller au cabinet aimait dire : « Le rêve a toujours précédé l'action. S'il n'y avait pas eu de rêve de voler, il n'y aurait jamais eu d'avion ». Cette phrase m'accompagne encore. Elle nous rappelle que tout projet collectif, tout espoir politique, naît d'une capacité à imaginer autrement.

Merci à vous toutes et tous, à nos intervenants, à nos partenaires, à celles et ceux qui, bénévolement, ont permis ce moment. Et merci à Dominique Faure, notre présidente, pour sa confiance et son engagement.

L'aventure, d'une certaine manière, ne fait que commencer.

Nos membres fondateurs :



— #BACKTOEARTH —



Avec le soutien de nos partenaires :



agence nationale
de la cohésion
des territoires



INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DES MONDES RURAUX

 contact@ihemru.fr

 3 rue Charles Roy, 58000, Nevers

 www.ihemru.fr